



PREMIER MINISTRE



Paris, le 16 juin 2011

Colloque

« L'Université dans le Monde »

Jeudi 16 juin 2011

Remarques conclusives de
Vincent Chriqui,
Directeur général du Centre d'analyse stratégique

Seul le prononcé fait foi

C'est un plaisir et un privilège pour moi de clore une journée aussi riche en analyses, témoignages et propositions.

Je tiens tout d'abord à remercier

- le rectorat de Paris pour son accueil dans ce lieu emblématique de l'université en France et dans le monde,
- l'ensemble de nos intervenants, en particulier ceux qui sont venus de l'étranger,
- les équipes du Centre d'analyse stratégique et du rectorat qui ont rendu possible l'organisation de cette journée,
- vous tous, présents ou qui nous regardez *via* internet.

Avec l'avènement de l'économie de la connaissance, **les universités sont devenues, pour nos pays en compétition dans la mondialisation, de véritables instruments de puissance**. Notre aptitude à figurer au premier rang des pays tout au long du XXI^{ème} siècle dépendra pour une bonne part du niveau d'éducation de notre population, de la qualité de notre recherche, de notre capacité à innover et à attirer les meilleurs esprits.

Valérie Pécresse a évoqué le « classement de Shanghai » et son paradoxe : tout classement est relatif, toute hiérarchie est contestable, et pourtant il est certain qu'il existe une hiérarchie et que notre place dans la hiérarchie est l'un des éléments du rayonnement de la France dans le monde.

Quelle doit être la place de l'Université aujourd'hui ? Elle doit être au centre de notre système d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation, de même que les « **savants** » **doivent être au cœur de la société moderne** – une société plus innovante, plus intelligente, plus apte à imprimer sa marque dans la mondialisation.

Pourtant, et **alors même que l'avènement de la société de la connaissance devrait conforter ceux qui en sont les principaux artisans, les universitaires ont longtemps souffert d'un manque de reconnaissance sociale, qui pouvait entraîner une certaine tendance au repli « entre soi »**.

Depuis une dizaine d'années, **les choses sont en train de changer en profondeur** : en France notamment, mais aussi ailleurs en Europe, des transformations majeures ont lieu, impulsées par des réformes de grande ampleur. Les rapports entre l'Université et son environnement – économique, social, politique en ont été, on peut le penser, profondément modifiés.

Compte tenu de ces enjeux, nous avons souhaité organiser ce colloque en partant d'une question centrale : l'université française est-elle « hors du monde » ou bien dans celui-ci ?

Notre première question, peut-être un peu schématique et provocatrice, visait à orienter quelque peu le débat autour de ce qui semble bien être une **spécificité française** : L'État a longtemps favorisé l'isolement, le repli sur elle-même de l'Université en la délaissant. Tantôt jugée trop obscurantiste et rétrograde, tantôt suspectée d'être révolutionnaire, considérée comme hautement corporatiste, elle a été abolie un moment (en 1793, Patrick Gérard l'a rappelé), puis démembrée, reconstituée ensuite, mais marginalisée également (comme le faisait remarquer Jean-Marc Monteil à travers les différentes opérations de « contournement ») :

- création en dehors d'elle pour former les futurs « serviteurs de l'État » et élites économiques de nos grandes écoles ;
- dévolution au CNRS ainsi qu'à plusieurs autres agences d'une mission spécifique de recherche.

Aujourd'hui encore, les « **décideurs** » **français**, qu'ils s'agissent des responsables politiques, des élites économiques ou de la haute fonction publique, **peuvent n'avoir jamais eu aucune expérience de la recherche et du mode de questionnement spécifique qu'elle implique**. C'est sans doute l'une des causes du malentendu persistant entre des sphères qui, à l'inverse de ce qui se passe dans d'autres pays, avaient tendance à s'ignorer (pour le dire de façon neutre).

C'est un **anachronisme source d'inefficacité**, à l'heure où la complexité des enjeux (du changement climatique à l'énergie, des interrogations sociétales à l'élaboration d'un monde multipolaire) demande toujours plus d'esprit de finesse et d'aptitude à se remettre en cause.

Alors qu'en **Allemagne** nombre de patrons de grands groupes industriels sont titulaires des plus hauts diplômes universitaires (ce sont les PDG ou autres responsables « *Herr Doktor* », Edouard Husson y a fait référence), alors qu'aux **États-Unis** les allers et retours entre une carrière politique au plus haut niveau (dans les « administrations » présidentielles) et l'Université sont monnaie courante, en France, un universitaire ou un chercheur a de bonnes chances de le rester toute sa vie.

Pour certains, cette situation est un idéal, et cela doit être respecté. Pour d'autres, elle peut être vécue comme une limitation – ce d'autant que la linéarité voire l'immobilité des carrières ne tient pas compte des âges différents de la vie.

Résultat de cette double méconnaissance : arc-boutée sur sa vocation de production et de connaissances académiques, faisant face à un sous financement chronique, devant supporter seule la démocratisation de l'accès aux études supérieures, **l'Université était sans doute mal équipée pour s'ouvrir et « rayonner » dans le monde.**

Il faut de ce point de vue, je le répète, **donner crédit aux politiques menées depuis une dizaine d'années en France d'avoir remis l'Université au centre du système français d'enseignement supérieur et de recherche**, investissant en elle comme élément clé d'une économie et d'une « société de la connaissance », libérant sa capacité d'initiative. Valérie Pécresse l'a rappelé en soulignant de quelle manière s'était exprimée la volonté du Président de la République et du Premier Ministre : à travers **l'autonomie** comme clé de l'ensemble de la transformation qui allait s'engager. Autonomie pour atteindre l'excellence par les voies propres à chaque université et aussi aux différentes disciplines, autonomie pour pouvoir attirer les meilleurs enseignants, autonomie pour poursuivre les partenariats stratégiques nécessaires, entre universités ou avec les autres structures (pour passer du contournement à la synergie).

Autonomie, et ouverture. De la réforme LMD aux investissements d'avenir, en passant par le Plan Campus et bien sûr la loi relative aux libertés et responsabilités des universités, il est important de noter que les politiques menées ont sans doute permis d'ouvrir davantage l'université sur son environnement, local, régional, au risque de bouleverser nos représentations de l'Université, et sans que soient pour autant mis fin à ses spécificités, notamment l'union de l'enseignement et de la recherche.

Surtout, les acteurs universitaires se sont appropriés les instruments mis à leur disposition par le législateur, avec par exemple, depuis la loi LRU, un foisonnement jamais vu d'initiatives sur tout le territoire. Cela va des plus grands établissements, qui adoptent désormais une politique de « marque » (ainsi, Paris II, IV et VI se regroupent derrière la bannière mondialement connue de la Sorbonne) ou se lancent dans des processus de fusion (université de Strasbourg).

Cela est particulièrement vrai dans le domaine des relations avec le monde des entreprises et le secteur privé, même si des progrès restent à accomplir. Sur ce sujet, je crois utile d'abord de rappeler que, même si battre sa coulpe est une spécialité bien française, nous n'avons objectivement pas de raison d'être exagérément craintifs face à l'avenir, y compris sur le plan économique : depuis quatre ans, le nombre de décisions d'implantation en France de sièges sociaux de groupes étrangers a été multiplié par trois ; la France figure à la deuxième place des pays européens pour l'accueil des investissements étrangers créateurs d'emploi. Et la crainte d'une limitation aux emplois « bas de gamme » n'est pas non plus justifiée : au contraire, notamment sous l'effet du crédit impôt recherche, la France est également en tête des pays européens pour le nombre d'emplois créés par les investissements étrangers dans la R&D.

En d'autres termes, la France est attirante : n'est-ce pas la preuve que nous avons des arguments forts à faire valoir, et notamment la qualité des chercheurs, des ingénieurs, des techniciens, des commerciaux que forment notre enseignement supérieur et notre recherche ? Aujourd'hui, universités et secteur privé travaillent de plus en plus main dans la main. Des relations fournies se sont développées à de multiples niveaux :

- celui de la gouvernance des universités, au niveau des différents « comités » qui la constitue ou au sein des PRES,
- par le biais de partenariats publics/privés, via le financement de chaires ou des fondations récemment créées,
- également au niveau de l'offre de formation proposée, de l'orientation professionnelle et des stages.

Le secteur privé, s'est-il de son côté, davantage « ouvert » au monde universitaire ? C'est tout aussi important et des progrès restent sans doute à accomplir, par exemple dans le domaine de l'insertion des doctorants, sujet d'une note du CAS de l'an dernier. Mais là aussi de nombreux obstacles tendent à s'aplanir :

- reconnaissance de la valeur de la formation *par* et *pour* la recherche dans le domaine de la Recherche et du Développement,
- expériences pilotes menées par certaines grandes entreprises dans le domaine du recrutement des étudiants en sciences humaines et sociales,
- meilleure reconnaissance de la valeur du diplôme de doctorat, et développement des doctorants conduits en partenariat avec une entreprise, etc.

Qu'en est-il des rapports entre l'Université et le monde de la décision publique ? Les relations entre les deux mondes n'ont pas toujours été marquées par la compréhension mutuelle, l'échange, ou la confiance, notamment du fait de la forte spécificité française, que j'ai mentionnée, et qui a tendu à réserver la formation des « serviteurs de l'État » à des Écoles situées en dehors du système universitaire. D'autre part – et sans que ceci explique complètement cela, les produits de l'université, de la science et de la recherche, comme ceux qui les produisent restent sans doute insuffisamment mobilisés dans la prise de décision publique.

Or des synergies sont nécessaires. La décision publique à tout à gagner à s'appuyer davantage et plus directement, sur le monde universitaire et les produits de la recherche. Le monde universitaire, de son côté, ne peut qu'être désireux d'être entendu, et de peser davantage dans les politiques publiques, tant du moins qu'il n'a pas l'impression d'être instrumentalisé.

Bien entendu, des expériences positives existent. Il existe, notamment de nombreux dispositifs d'interface avec le monde académique et/ou d'incitation à la recherche, qui s'efforcent, au sein de leurs ministères respectifs de favoriser la prise en compte des produits du monde académique, notamment dans le domaine des sciences sociales, dans la prise de décision :

- je pense à la MIRE, au sein du Ministère des Affaires sociales,
- à la Direction de la Prévision du Ministère des Affaires étrangères,
- à la Délégation aux Affaires stratégiques du Ministère de la Défense, parmi d'autres.

Le Centre d'analyse stratégique occupe également une position institutionnelle originale.

Placé auprès du Premier Ministre, il mobilise également la communauté académique sur les sujets de sa compétence, en l'associant au sein des groupes de travail qu'il anime, et en valorisant, dans le cadre de manifestations diverses, ses productions les plus fructueuses ou novatrices. Le Centre est par nature un lien de rencontre entre la réflexion analytique et la décision publique, d'où notre intérêt pour cette question – et l'organisation de ce colloque.

De même avons-nous récemment coorganisé avec l'Université Paris-Dauphine et l'Université Jiao-Tong – l'université du désormais fameux « Classement de Shanghai » – une rencontre internationale, mêlant perspectives chinoises et européennes, sur la croissance et les déséquilibres mondiaux.

Et nous comptons aller plus loin en mobilisant les universités *via* **des appels d'offres sur des sujets d'études**, entrant dans le cadre de notre programme de travail annuel tel qu'il a été validé par le Premier Ministre. Sur une douzaine de sujets, nous allons inviter des universités à soumettre des projets d'étude – contre rémunération bien entendu – dans un délai d'un an au plus, afin de rester dans un temps compatible avec les besoins de la décision publique. J'en profite pour sensibiliser les responsables universitaires dans la salle en espérant avec de nombreuses réponses à nos appels d'offres !

Au-delà de ces initiatives je voudrais dire ici, en conclusion, que je partage la conviction exprimée par nombre d'intervenants : l'université devra occuper un rôle central dans l'« économie de la connaissance » et cela passe nécessairement par un renforcement, non seulement de ses moyens (c'est en cours) mais aussi de son rayonnement à l'extérieur et d'une plus grande place dans la société.

De nombreuses pistes concrètes ont été évoquées ici et méritent d'être examinées, qui vont d'une meilleure circulation des individus d'un « monde » à l'autre, à celle de la mobilisation des compétences *via* forums et dispositifs de dialogue. J'espère que ce colloque aura contribué à cette évolution mais en tout état de cause, il y aura encore des évolutions très importantes.

Nous sommes au cœur d'un processus de transformation profonde de l'université, mais aussi de la société et de l'économie. La seule chose de sûr est que la réussite de notre pays dans les prochaines années (sa croissance économique, son rayonnement international) dépendront en grande partie de sa capacité à être porteur d'innovation et de créativité – et, pour cette raison, cette réussite reposera en grande partie sur la place que saura occuper l'université française dans notre société, et dans le monde.

Je vous remercie.

- **Contact Presse**

Centre d'analyse stratégique

Jean-Michel Roullé

Responsable de la communication

Tél. : +33 (0) 1 42 75 61 37

jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr